

**23-27 juin 2014 : Conférence des Etats parties au traité d'Ottawa à Maputo.
Le Mozambique bientôt entièrement déminé !**

Maputo, le 23 juin 2014. A l'occasion de l'ouverture de la Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa, le Mozambique, pays hôte de ce sommet, pourrait annoncer l'imminente fin de la décontamination complète de son territoire. Handicap International se félicite de constater cette avancée immense réalisée par celui qui fut l'un des Etats les plus minés au monde. Handicap International intervient dans le pays depuis près de 30 ans et s'inquiète d'un possible retrait des bailleurs de fonds quand le déminage sera terminé, alors même que des milliers de survivants d'accidents au Mozambique ont besoin d'une assistance à vie. L'association appelle l'ensemble des délégations présentes à adopter un nouveau plan d'action quinquennal qui intégrerait notamment une augmentation des fonds destinés à l'assistance aux victimes.

La Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa se déroule à Maputo du 23 au 27 juin 2014. Le choix du Mozambique comme pays hôte de cette conférence est particulièrement symbolique : ravagé par 25 ans de guerre d'indépendance (1965-1975) et de guerre civile (1977-1992), le Mozambique figurait parmi les pays les plus minés au monde, avec l'Angola, l'Afghanistan et le Cambodge. Il a accueilli la première Conférence sur le Traité d'Ottawa en 1999. 15 ans plus tard, le pays est en train de relever un défi historique : il ne lui reste plus que quelques mois pour terminer la décontamination de son territoire. Il lui aura fallu 18 ans pour éradiquer le fléau des mines. Handicap International a été étroitement associée à cette bataille puisque présente dès les premières opérations de déminage en 1998, elle conduit encore aujourd'hui des actions de ce type. Une fois que le Mozambique sera déclaré libre de mines, cela lèvera enfin la menace qui pèse depuis des dizaines d'années sur les populations. Elles pourront retrouver un accès à leurs champs, aux routes, à l'école,... sans la peur constante de se faire blesser ou tuer.

Le travail de Handicap International au Mozambique ne cessera pas pour autant. Même lorsque la dernière mine aura été retirée du sol, le Mozambique devra aider les milliers de survivants d'accident de mine vivant dans le pays, comme le dispose la Convention d'Ottawa. L'association a mené en 2013 une étude approfondie sur leurs besoins¹. Les résultats sont sans équivoque : 86 % des survivants interrogés ont un accès limité ou inexistant au marché du travail. Plus de 96 % déclarent qu'il n'y a pas de service de soins adapté près de leur communauté. Or, l'affectation des fonds alloués à l'assistance aux victimes a été considérablement réduite au cours des deux dernières années, constituant moins de 5 % du budget global de l'action humanitaire contre les mines. Ce 23 juin début donc la troisième conférence chargée de l'examen du Traité. Tous les cinq ans, le Secrétaire général des Nations-unies fait l'inventaire des succès obtenus (déminage, destruction des stocks...) et des leçons à tirer pour établir un nouveau plan quinquennal auquel tous les Etats devront se plier. Une délégation de Handicap International est présente à Maputo pour vérifier que les engagements pris par les Etats seront à la hauteur des besoins des populations impactées notamment par une augmentation sensible des fonds alloués à l'assistance aux victimes. Adérito Ismaël, chef de mission sur les mines pour Handicap International au Mozambique appelle tous les gouvernements à se mobiliser pour la prise en compte des plus fragiles « *Nous espérons que les Etats prennent conscience des besoins encore réels des populations du Mozambique et ne cesseront pas de nous soutenir après la fin des opérations de déminage* ».

Présente au Mozambique dès 1986, Handicap International est un acteur clé de l'action contre les mines dans le pays. Aujourd'hui, 136 salariés de l'association interviennent au quotidien sur le terrain afin de décontaminer les sites dangereux situés dans les provinces de Sofala et d'Inhambane, les deux régions les plus polluées du pays, qui concentrent 82 % des zones à risque. En 2012, l'association a dépollué et restitué aux populations plus de 3,7 millions de m² de terres, grâce à un dispositif de déminage important (déminage manuel et mécanique avec l'appui d'équipes de chiens entraînés à déterminer l'emplacement de ces armes). Handicap International mène en parallèle des actions d'éducation aux risques pour prévenir les accidents. L'association soutient également tous les survivants d'accidents de mines ou restes explosifs de guerre, ainsi que leurs familles et communautés, notamment en favorisant leur accès à l'école et à l'emploi.

Contact presse : Sophie Gaguin
sgaguin@handicap-international.fr
04 26 68 76 47 / 06 60 97 09 38

¹ Handicap International, RAVIM - *Shattered Dreams Living conditions, needs and capacities of mines and Explosive Remnants of War survivors in Mozambique*, Maputo 2013